

En hausse

LE BRÉSIL – L'agence de notation Moody's a relevé, lundi 20 juin, d'un cran la note du Brésil, en saluant la flexibilité de sa politique économique et la crédibilité de sa lutte contre l'endettement. Le Brésil est désormais noté « BAA2 », une note qui pourrait être relevée à moyen terme.

En baisse

SAINT-GOBAIN – En raison des conditions de marché très défavorables, Saint-Gobain a annoncé, lundi 20 juin, le report de l'introduction en Bourse de Verallia, sa filiale d'emballage en verre. La cotation devait démarrer mardi 21 juin. Le groupe ne souhaite pas baisser son prix.

Les cours du jour

Euro	1 euro	1,4235 dollar (achat)
Or	Once d'or	1544,00 dollars
Pétrole	Light sweet crude	94,57 dollars
Taux d'intérêt	France	3,275 (à dix ans)
Taux d'intérêt	Etats-Unis	2,731 (à dix ans)

La crise de la dette publique en Europe

Le marasme grec illustre la défaillance du leadership européen

Un an après la mise en place du premier plan d'aide, l'union monétaire patine

Luxembourg
Envoyé spécial

Une réunion d'urgence du G7 au téléphone, un bras de fer avec la Grèce, et une leçon de la part du Fonds monétaire international (FMI) : la zone euro s'est offert, lundi 20 juin, une nouvelle journée d'indécision sur la façon de gérer la crise qui l'ébranle. Face à l'urgence, les ministres des finances ont décidé de reporter au 3 juillet toute décision au sujet d'Athènes. Sans accord dans les deux semaines, la Grèce est menacée de faillite dès le mois de juillet, ce qui risque de créer une onde de choc redoutée par la communauté internationale, et les marchés financiers. L'in-

quiétude est d'autant plus vive que ce nouvel épisode de l'interminable crise grecque révèle comme jamais les faiblesses de la gouvernance européenne.

Un an après le premier plan d'aide, l'union monétaire donne le sentiment de faire du surplace, faute d'avoir su trouver les vraies parades à la crise grecque. Pour ses dirigeants, comme pour le FMI, il faut, avant de verser une nouvelle tranche d'aide, que le gouvernement Papandréou obtienne d'ici à la fin juin l'aval du parlement grec sur le programme d'économies et de privatisations négocié en mai avec ses bailleurs de fonds internationaux. Et pour être sûr que le nouveau ministre des finances, Evangelos Venizélos, tienne à la lettre les enga-

gements pris par son prédécesseur, ils ont dépêché dès mardi à Athènes une nouvelle mission d'experts. Dimanche soir, cette figure du Pasok (parti socialiste) s'est faite rappeler fermement à l'ordre par le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, après avoir mis en cause le calendrier des privatisations agréé avec le FMI et les Vingt-sept.

La Grèce n'est pas la seule à avoir du mal à tenir les engagements pris pour tenter de surmonter la tempête. En mai 2010, quand Angela Merkel a accepté contre son gré de voler au secours de la Grèce, la chancelière allemande avait exigé de mettre en place un cadre commun pour exporter en Europe « la culture de stabilité » chère à son pays. Un an après, les Vingt-sept finalisent à peine le durcissement du pacte de stabilité et de croissance.

Les Etats de la zone euro ont par ailleurs eu le plus grand mal à renforcer les instruments de sauvetage mis en place dans la foulée du premier plan d'aide à Athènes. La ratification de ces mécanismes par les parlements nationaux pourrait s'avérer compliquée dans les Etats qui financent les efforts de solidarité, sur fond de montée en puissance des forces populistes. Les capitales se déchinent sur les modalités du prochain plan d'aide à la Grèce, et la question ultrasensible d'une restructuration de sa dette. Une option un temps caressée par l'Allemagne, contre l'avis de la Banque centrale européenne (BCE), et de la France.

« Répercussions mondiales »

Lundi au Luxembourg, John Lipsky, le directeur général par intérim du FMI, a sonné le tocsin : « Ne pas parvenir à prendre des mesures déterminées pourrait rapidement étendre les tensions jusqu'au cœur de la zone euro et entraîner d'importantes répercussions mondiales », a-t-il prévenu, en présentant une évaluation de l'union monétaire : « une approche plus cohérente et



Le premier ministre grec, Georges Papandréou (à gauche) et le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, lundi 20 juin à Bruxelles. JOHN THYS/AFP

plus coopérative est nécessaire pour gérer la crise de la périphérie». M. Lipsky a demandé aux Européens de « mettre un terme le plus rapidement possible » à leurs discussions sur une éventuelle restructuration de la dette grecque.

Omniprésent dans la gestion de la crise, Jean-Claude Trichet s'inquiète de son côté du vide politique qu'elle a révélé. Avant de passer la main à la tête de la BCE fin octobre, il suggère la mise en place d'un « ministre des finances » de l'Union européenne, capable de réellement piloter les travaux de ses collègues. L'actuel président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker se démène, mais ses erreurs de communication agacent les capitales. Quand à la Commission européenne, elle peine à arbitrer

les divisions entre les Etats membres, qui ont surtout veillé à l'écartement du futur mécanisme européen de stabilité, le principal instrument de sauvetage. M. Rehn, le commissaire en charge des affaires économiques et monétaires, a de surcroît du mal à prendre la mesure de son portefeuille, après avoir tenté de se positionner, en vain, pour l'élection présidentielle... en Finlande. Quant à Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, il demeure très discret face aux positions souvent divergentes des Etats, et ne peut rien faire sans accord entre la France et l'Allemagne.

La candidature de Christine Lagarde à la tête du FMI, après l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn, ne risquent pas d'arranger

les choses. La ministre française qui bénéficie d'une vraie autorité parmi ses homologues et sur les marchés, s'est faite discrète au fil de son opération séduction des pays émergents. Lundi, elle a pris l'initiative d'une réunion d'urgence avec les autres pays du G7. Dimanche, c'est elle qui s'était déjà chargée d'expliquer à Tim Geithner, le secrétaire d'Etat américain, les raisons de la non décision des Européens concernant le versement de la tranche d'aide nécessaire pour éviter à la Grèce d'être en faillite dès cet été. Nul doute que la question, embarrassante pour les Européens, reviendra sur la table jeudi, lors de l'audition de Mme Lagarde par le Conseil d'administration du FMI. ■

Philippe Ricard

L'annonce d'un référendum laisse les Grecs sceptiques

Athènes
Correspondance

Après le remaniement, le référendum. Georges Papandréou essaie de reprendre la main, après plusieurs semaines où il a paru hésitant et pris de court par les polémiques internes à son parti, le Pasok (socialiste). Mais les initiatives du premier ministre grec ne suscitent guère d'enthousiasme.

Le remaniement a déçu. Le référendum laisse sceptique. Le nouveau gouvernement reflète l'équilibre fragile au sein du Pasok. Cela devrait au moins permettre aux députés socialistes de voter la confiance au gouvernement, mardi 21 juin, et de faire adopter le nouveau plan, le 28 juin.

Le nouvel homme fort du gouvernement, Evangelos Venizélos, ministre des finances et vice-premier ministre, a fait, lundi, des pre-

mières pas timorés au sommet des ministres des finances de l'Eurozone. Il a ainsi expliqué, lors de sa nomination, qu'il allait appliquer le plan « dans la stabilité, mais avec créativité ». Ses partenaires européens ont clairement limité, lundi, les possibilités de cette deuxième notion.

Pressions

Les Grecs recevront la nouvelle tranche de 12 milliards d'euros du prêt de 110 milliards accordé en mai 2010, une fois le nouveau plan de rigueur adopté par le Parlement. Le message est clair : pas de nouveau plan, pas d'argent.

M. Papandréou et son ministre des finances reviennent de Bruxelles et de Luxembourg les mains vides. Avec, en prime, dans leurs bagages, une nouvelle délégation de la « troïka » – les représentants de la Commission européenne, du

Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque centrale européenne (BCE) – en mission à Athènes mardi et mercredi. Selon le commissaire européen aux affaires économique, Olli Rehn, ces derniers veilleront à « vérifier que nous avons la même compréhension du texte qui sera soumis au Parlement d'ici à la fin juin ».

L'ex-ministre des finances Georges Papaconstantinou avait dû apporter des modifications à son projet sous la pression des députés socialistes. Des changements qui ne remettent pas en question le principe du plan : dégager 28 milliards d'euros d'ici à 2015. Mais Bruxelles préfère vérifier, sachant que le diable est parfois dans les détails des comptes grecs.

Sans attendre le vote de confiance, le premier ministre a annoncé, dimanche, l'organisation d'un référendum sur une nouvelle Consti-

tution à l'automne. M. Papandréou veut réduire le nombre de députés et revoir la loi électorale, pour rendre plus difficiles les pratiques clientélistes. Une manière d'entendre de répondre au discrédit de la classe politique qui se répand dans les manifestations. « Je ne crois pas que cette idée aboutira. Dans un référendum, les électeurs ne répondent pas toujours à la question posée, mais à celui qui la pose », explique Elias Nikolakopoulos, politologue et grand connaisseur de la carte électorale grecque.

Sur la place Syntagma, un groupe fait signer une pétition en faveur d'un référendum, mais contre le plan de rigueur. Mardi soir, lors du vote de confiance au gouvernement, les « indignés » devaient appeler à une nouvelle mobilisation devant le Parlement. ■

Alain Salles

LA CITÉ IDÉALE
FONTEVRAUD

TOUS NOMADES ?

L'Abbaye de Fontevraud et Le Monde proposent un cycle de débats, conférences et ateliers par Nicolas Truong, journaliste au Monde

Tous ces événements sont gratuits et gratuits

Les 25 et 26 juin dans le cadre de « La Cité idéale, en marchant »

Événement de l'été à Fontevraud

Sur le thème « Tous nomades », ces débats invitent à se questionner sur la marche, l'itinérance, les migrations dans la société contemporaine

• Samedi 25 juin à 15 h
L'itinérance nomade
avec Jean-Louis Aronson

• Samedi 25 juin à 16 h
Marche ou vélo ?
avec Marc Augé

• Dimanche 26 juin à 15 h
Marche ou vélo ?
avec David Le Breton et Frédéric Gros

ABBAYE DE FONTEVRAUD

En partenariat avec

Le Monde

Région
PAYS DE LA LOIRE